SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

19 DECEMBRE 2022

L'an deux mil vingt-deux, le dix-neuf du mois de décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la Présidence de Monsieur Philippe LABORDE, Maire.

Membres	Présents	Excusés	Procuration	Secrétaire de séance
ARAUJO Nolwenn		X		
BÉGU Sandrine	X			
BELLOCQ Franck	X			
CAZEAU Sébastien	X			
CRABOS Alain	X			
FRANCOIS Serge	X			
LABORDE Philippe	X			
LAFAYE Bertrand		X		
LAMARQUE Jean-Pierre		X		
LASCOSTES Gilles	X			
MARIE Isabelle	X			
NOUGARO Aurélien	X			
SAINT GERMAIN Caroline	X			
SANDRÈS Cathy	X			
SLOSTOWSKI Nelly	X			X

Date de convocation : 15 décembre 2022

1. APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA DERNIERE SEANCE

Le compte rendu de la séance du 27 octobre 2022 est adopté à l'unanimité.

2. BATIMENTS

Salle des sports

Monsieur le Maire fait le point sur les travaux de rénovation de la façade de la salle de sports qui sont pratiquement achevés. Il reste les portes battantes à peindre et à renforcer.

Suite à la visite de contrôle du 09 novembre dernier, la commission de sécurité a émis un avis favorable au fonctionnement de la salle de sports en matière de sécurité avec quelques prescriptions.

Un produit d'étanchéité a été acheté que les agents vont appliquer autour des exutoires. Tous les néons défectueux ont été ~~changés~~ ~~remplacés~~ par des néons LED. Un contacteur électrique défectueux va être changé par un électricien.

Monsieur le Maire s'interroge sur la possibilité de remplacer tous les néons de la salle par des néons LED dans le but de réduire la consommation électrique. Il présente un devis indicatif qui s'élève à 1927.20 € TTC. Il s'agit d'un devis de fournitures. ~~Dans l'hypothèse, les travaux seraient effectuer effectués~~ par les employés communaux. Vu le coût que cela représente, la question sera étudiée au moment du vote du budget.

Toilettes écoles

Monsieur le Maire signale qu'il y a un problème d'humidité dans les toilettes extérieures de l'école. Les radiateurs ont été enlevés car ils sont hors d'usage et reliés au chauffage de la garderie. La solution serait ~~de mettre~~ ~~installer~~ une VMC et des grilles aux portes. Monsieur le Maire se charge de demander un devis.

Logement 39 place de la Mairie

Monsieur le Maire avise l'assemblée que le locataire a donné son préavis et qu'il quittera le logement au 31 décembre 2022. Il faut attendre l'état des lieux de sortie pour voir quels travaux sont à prévoir notamment en ce qui concerne le plancher qui s'affaisse.

3. VOIRIE

Voirie Communautaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des travaux prévisionnels d'enrobé demandés à la Communauté de Communes pour l'année 2023 : rue de la motte, 110 mètres linéaires, de Lahaout vers les arènes. ~~Le problème c'est~~ A noter que la ~~communauté~~ Communauté de Communes ne prend en charge que la bande de roulement. C'est à la commune de financer les bas-côtés. Des devis vont être demandés en ce sens.

Fournitures voirie communautaire

Monsieur le Maire informe qu'il a demandé 3 jours de pelle, de la signalisation, 30 tonnes de cailloux 0/20 et 5 tonnes d'enrobé à froid.

Entretien collecteur de l'Escloupé

Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'avis favorable de la DDTM. Les travaux vont être réalisés.

Entretien collecteur ~~de l'Escloupé~~ route d'Ozourt

Il faut solliciter le SBVL pour qu'il nous aide à constituer le dossier de demande loi sur l'eau à la DDTM.

Borne de recharge électrique

La Communauté de Communes propose d'installer une borne de rechargement pour les véhicules électriques au niveau de mairie. Le Conseil Municipal se demande si l'emplacement est judicieux, Monsieur le Maire doit se rapprocher de la ~~communauté~~ Communauté de Communes pour envisager d'autres possibilités.

4. ADACL – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION ADS

Face au retrait des DDT en matière d'instruction des autorisations des droits des sols depuis le 1^{er} juillet 2015, l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales a créé un service Application du Droit des Sols (ADS).

Ce service instruit depuis le 1^{er} juillet 2015 les différentes démarches d'autorisation d'urbanisme.

Le coût du service Application du Droit des Sols est couvert par les communes adhérentes. Le financement est basé pour moitié sur un critère de population et l'autre moitié en fonction du nombre d'actes pondérés instruits durant l'année n-1, conformément à la décision de l'Assemblée Générale de l'ADACL.

Annuellement, dans le cadre de l'élaboration de son budget, l'ADACL informe les communes du coût du service et adapte le barème en conséquence.

L'adhésion de la commune à ce service ADS de l'ADACL ne modifie en rien les compétences et obligations du Maire en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'accueil de ses administrés, la réception des demandes des pétitionnaires et la délivrance des actes, qui restent de son seul ressort.

Une convention entre la commune et l'ADACL pour l'instruction des demandes d'Autorisations d'Occupation des Sols précise le champ d'application, les modalités de fonctionnement et de financement, les obligations et responsabilités de chaque partie ainsi que les modalités d'intervention en cas de recours gracieux ou contentieux. Cette convention reprend globalement les termes de la convention actuellement en vigueur jusqu'au 31/12/2022.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir débattu, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents, décide d'approuver la convention entre la commune d'Estibeaux et l'ADACL pour l'instruction des demandes d'Autorisation d'Occupation des Sols à partir du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2025. Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention, et à engager les dépenses afférentes.

5. *DELIBERATION POUR DEPRECIATION DE CREANCES DOUTEUSES*

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la provision pour dépréciation de créances douteuses vise à prendre en charge au budget les créances correspondantes aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement n'a pu être mené à son terme par le comptable.

La collectivité doit respecter un principe de prudence vis-à-vis de sa comptabilité. A cet égard, elle doit tirer comptablement les conséquences des risques pesant sur le recouvrement de certaines créances. Lorsque la commune est en mesure d'identifier les indices pouvant caractériser un risque de non-recouvrement (difficultés financières, retard de paiement, etc...), il est nécessaire de constituer une provision pour créance douteuse qui a pour but de traduire comptablement le risque de non-recouvrement et constater le risque de perte, sachant que cette dépense est réversible puisqu'~~e~~^{on} peut reprendre la provision.

On considère qu'il y a un risque lorsqu'une créance titrée n'a pas pu être recouvrée au bout de deux ans. La probabilité de non-recouvrement devient réelle, et il y a un véritable risque de ne pas pouvoir la recouvrer.

Deux cas de figure peuvent se présenter lorsqu'une créance a été titrée, mais reste impayée :

- soit la créance est finalement recouvrée, et on procède alors à une reprise de la provision par l'établissement d'un titre de recette imputable au compte 781 sachant que la créance n'existe plus puisqu'elle a été recouvrée ;
- soit la créance est définitivement irrécouvrable, et l'irrécouvrabilité n'est alors plus un risque ou une probabilité, mais une certitude : il y a donc lieu dans ce cas de :
 1. établir un titre de recette afin de reprendre la provision pour constater la disparition du risque ;
 2. établir un mandat pour la créance irrécouvrable afin de constater la certitude de l'irrécouvrabilité mais cette opération est non réversible contrairement à la provision qu'on peut toujours reprendre au compte 781.

Le montant de la provision doit être réévalué chaque année, pour chacun des exercices comptables :

- en 2022 : on va constater le montant du risque de non recouvrabilité en fonction du montant des créances datant de plus de deux ans. Une liste portant les créances de 2020 et antérieures est établie par le Trésorier.
- en 2023 : le montant des créances de plus de deux ans aura forcément évolué car certaines créances auront été payées ou admises en non-valeur, tandis que d'autres auront dépassé les deux ans (créances de 2021 venant s'ajouter aux antérieures) ; on doit donc recalculer le montant des créances de plus de deux ans et ce recalcul modifie également la provision de chaque exercice.

Aussi, en accord avec le comptable, il est proposé au Conseil municipal de constituer une provision pour créances douteuses. D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur doivent échanger leurs informations sur les chances de recouvrement des créances.

La méthode la plus simple et qui semble la plus efficace proposée par le Trésorier est de prendre en compte l'ancienneté de plus de deux ans de la créance comme indice affectant le recouvrement. En effet, dès que les créances non recouvrées ont fait l'objet d'une procédure de contentieux par le comptable public sans résultat probant, les chances de les régulariser s'amenuisent et le risque d'irrécouvrabilité s'accroît avec le temps.

A cette méthode, prenant en compte l'ancienneté de la créance, on associe un taux forfaitaire de dépréciation pouvant s'appliquer comme suit :

Exercice de prise en charge des créances	Taux de dépréciation
--	----------------------

N-1	0%
N-2 et antérieures	15 %

La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses repose sur l'utilisation en dépenses du compte 681 « Dotation aux amortissements et aux provisions - charges de fonctionnement courant » ; Le calcul de la provision, au vu des éléments cités, est le suivant :

Exercice de prise en charge de créances	Montant des créances	Taux de dépréciation	Montant du stock de provisions à constituer
2017 – 2018 – 2019 - 2020	489.74 €	15 %	73.46 €

La provision pour créances douteuse du montant de 73.46 € a été portée en dépense au compte 681 du budget général 2022 voté en séance du 14 avril 2022.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents, le Conseil Municipal, retient la méthode prenant en compte l'ancienneté de plus de deux ans de la créance comme premier indice affectant le recouvrement et décide d'appliquer le taux de 15 % de dépréciation au montant total de la créance de la manière ~~suivante~~ ci-dessus exposée.

Le Conseil Municipal prend acte que cette constitution de provision comptable est une dépense obligatoire et que son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le Conseil Municipal rappelle que le crédit de la provision de 73.46 € a été ouvert au budget général 2022 voté en séance du 14 avril 2022 au compte 681 « dotation aux amortissements et aux provisions-charges de fonctionnement courant » et dit que l'état récapitulatif des créances présenté par le Trésorier sera annexé à la présente délibération pour l'année 2022.

6. SYDEC - TRANSFERT DE COMPETENCE AU SYDEC EN MATIERE DE LA MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE

Par délibération du 30 juin 2006, le Comité Syndical du SYDEC a adopté un projet de modification statutaire portant extension de ses compétences à la Maîtrise de la demande en énergie.

Les compétences du SYDEC en matière d'énergie électrique, d'éclairage public, de gaz et des énergies renouvelables comportent les compétences optionnelles suivantes :

- Le pouvoir concédant et le rôle d'autorité organisatrice en matière de distribution d'énergie électrique,
- La maîtrise de la demande en énergie,
- Le pouvoir concédant et le rôle d'autorité organisatrice en matière de distribution de gaz,
- L'éclairage public, comprenant outre la réalisation des équipements, l'entretien des foyers lumineux,
- L'éclairage d'équipements sportifs publics extérieurs,
- La mise en lumière des équipements publics
- L'aménagement et l'exploitation de toute nouvelle installation utilisant les énergies renouvelables et notamment la création, l'entretien et l'exploitation des IRVE dans les conditions déterminées par ledit code.

Cette compétence propose des missions d'accompagnement aux collectivités landaises pour la gestion de leurs consommations énergétiques et sur la production d'énergies.

Depuis 2015, la loi relative à la Transition Energétique Pour la Croissance Verte dite loi TEPCV, porte l'ambition de réduire la consommation énergétique des bâtiments tout en renforçant le rôle des collectivités locales pour mobiliser leur territoire.

Par ailleurs, l'inflation des prix de l'énergie oblige les acteurs et décideurs locaux à privilégier et accélérer la mise en place de solutions concrètes en faveur de la réduction de la consommation énergétique.

Depuis 2020, le SYDEC a renforcé son accompagnement des collectivités pour les assister dans cette démarche de maîtrise de la demande en énergie, au travers de conventions de prestations de services. Bien que le SYDEC soit un syndicat mixte à la carte auquel chaque collectivité peut transférer tout ou partie des compétences qu'elle exerce, les missions liées à la transition énergétique nécessitent des expertises avérées et diversifiées pour lesquelles l'adhésion de la collectivité à cette compétence est primordiale.

Ainsi, afin que la collectivité soit en capacité d'être accompagnée avec efficacité et sécurité, la présente délibération propose le transfert de la compétence « Maîtrise de la demande en énergie ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents, décide de transférer au SYDEC la compétence maîtrise de la demande en énergie du service public « d'Énergie électrique, d'éclairage public, de gaz et d'énergies renouvelables ».

7. QUESTIONS DIVERSES

Lac de Tastoia

Lors de la réunion sur l'étude hydraulique du bassin versant, il a été précisé que le Lac de Tastoia a très peu d'incidence sur les inondations car il ne sert pas de lac écrêteur. La Communauté de Communes va donc refuser de l'intégrer à la GEMAPI. Ainsi, le statut du lac pourra être changé au vouloir du SIVU. Il faudra tout de même réaliser une enquête étude ? sur le déversoir.

Projet Agrivoltaïsme

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a rencontré la société **XXXXXXXX** concernant le projet, d'un propriétaire à Estibeaux, d'implanter du photovoltaïque au sol avec un élevage de moutons dessous sur un îlot de 25 Hectares. Monsieur le Maire propose d'organiser une réunion de présentation à destination du conseil municipal afin d'évaluer les impacts de ce projet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 23h15.

NOMS	SIGNATURE
ARAUJO Nolwenn	
BÉGU Sandrine	
BELLOCQ Franck	
CAZEAU Sébastien	
CRABOS Alain	
FRANCOIS Serge	
LABORDE Philippe	
LAFAYE Bertrand	
LAMARQUE Jean-Pierre	
LASCOSTES Gilles	
MARIE Isabelle	
NOUGARO Aurélien	
SAINT GERMAIN Caroline	
SANDRÈS Cathy	

SLOSTOWSKI Nelly	
------------------	--